



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA SOMME

Direction des affaires juridiques et de l'administration
locale
Bureau de l'administration générale et de l'utilité
publique
Installations classées pour la protection de
l'environnement
commune de LIHONS
Société GURDEBEKE

MISE EN DEMEURE

ARRÊTÉ du 04 AVR. 2016

Le Préfet de la Somme
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu le Code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5;

Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du 17 décembre 2015 nommant Monsieur Philippe DE MESTER, Préfet de la Somme ;

Vu le décret du 2 juillet 2012 nommant Monsieur Jean-Charles GERAY, secrétaire général de la préfecture de la Somme ;

Vu l'arrêté préfectoral du 1^{er} janvier 2016 portant délégation de signature de Monsieur Jean-Charles GERAY, secrétaire général de la préfecture de la Somme ;

Vu l'arrêté ministériel du 9 septembre 1997 modifié relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation délivré le 27 mars 2006 à la société GURDEBEKE pour l'exploitation d'une installation de stockage de déchets non dangereux sur le territoire de la commune de Lihons, parcelles cadastrées R n°30 à 33, 172 à 180, 182 à 184 et ZP n°26 (pro parte) et 41 (pro parte), notamment les articles 10 et 17 ;

Vu l'arrêté préfectoral portant prescriptions complémentaires du 9 juin 2009 modifiant la capacité maximale annuelle autorisée de déchets non dangereux réceptionnés pour les années 2009 à 2015 ;

Vu le plan d'élimination des déchets ménagers et assimilés du département de la Somme du 20 décembre 2007 ;

Vu le dossier de demande d'autorisation déposé par la société GURDEBEKE, notamment le plan de réaménagement « Dossier n°05/795 – Zip n°218 » du 13 mai 2005

Vu le relevé topographique de l'installation en date du 21 décembre 2015 ;

Vu le courriel de l'exploitant en date du 02 février 2016 ;

Vu le courriel de l'exploitant en date du 02 février 2016 ;

Vu le rapport de contrôle de l'inspection des installations classées transmis à l'exploitant par courrier réceptionné en date du 12 mars 2016 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

Vu l'absence de réponse de l'exploitant à la transmission du rapport susvisé ;

Considérant que l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté le 2 février 2016 que le relevé topographique de l'installation indique que le massif de déchet de l'alvéole 16 est établi à 109 m NGF ;

Considérant que la différence de hauteur entre le fond d'alvéole et le massif de déchet est de 21 m ;

Considérant que l'exploitant a estimé que le tassement de déchets sur son installation est estimée à 17,5 % de cette différence de hauteur soit 3,7 m ;

Considérant que l'exploitant a indiqué que la hauteur de couverture finale à mettre en place est de 1,5m ;

Considérant qu'au regard de ces éléments l'exploitant a estimé que la côte maximale de l'alvéole 16 ne pourra pas être inférieure à 106,80 m NGF ;

Considérant que la hauteur actuelle du massif de déchet ne permettra donc pas d'atteindre la côte maximale finale de 105 m NGF ;

Considérant que par conséquent l'exploitation n'est pas menée conformément aux principes du plan prévisionnel d'exploitation inclus dans son dossier de demande d'autorisation ;

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article 10 de l'arrêté préfectoral du 27 mars 2006 ;

Considérant que ce dépassement de côte maximale est de nature avoir à un impact paysager et de générer des nuisances non prévus dans le dossier d'autorisation ;

Considérant qu'au regard des hypothèses retenues par l'exploitant la hauteur du massif de déchet ne peut dépasser 107,2 m NGF pour atteindre une côte finale après mise en place de la couverture de 105 m NGF ;

Considérant que face à ces manquements, convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société GURDEBEKE S.A. de respecter les prescriptions des articles 10 et 17 l'arrêté préfectoral du 27 mars 2006, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la préfecture de la Somme ;

ARRETE

Article 1 – La société GURDEBEKE S.A. est mise en demeure **sous 15 jours à compter de la date de notification du présent arrêté** de respecter les dispositions des articles 10 et 17 de l'arrêté

préfectoral du 27 mars 2006 en menant son exploitation conformément aux principes du plan prévisionnel d'exploitation inclus dans le dossier de demande d'autorisation notamment :

- en respectant la côte maximale stipulée dans son dossier d'autorisation à savoir 105 m NGF après mise en place de la couverture finale, ce qui revient à respecter la côte maximale de déchets admis avant mise en place de la couverture finale d'une hauteur de 107,2 m NGF.

Article 2 - Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne seraient pas satisfaites dans les délais prévus par ces mêmes articles, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3 - Conformément aux articles L.171-11 et L.514-6 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée par l'exploitant à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif d'Amiens, dans le délai de deux mois à compter de sa notification, en application de l'article R.514-3-1 du même code.

Article 4 - Le secrétaire général de la préfecture, la sous-préfète de Péronne, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Nord – Pas-de-Calais - Picardie, l'inspecteur de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société GURDEBEKE et dont une copie sera adressée au maire de LIHONS.

Amiens, le 04 AVR. 2016

Pour le Préfet et par délégation,
Le secrétaire général,



Jean-Charles GERAY

